

Europe : les murs sont de retour

Lorsque le mur de Berlin fut abattu en 1989, beaucoup pensèrent qu'une période de paix infinie allait nimer l'Europe. La fin du mur annonçait la fin de tous les murs et la parenthèse de la mondialisation heureuse. Le terrorisme islamiste qui touche l'Europe depuis le milieu des années 1990 est pourtant en train de bouleverser la géographie des villes. Sans mot dire, celles-ci s'hérissent de nouveau de murs. Au nom de la sécurité et de la protection des populations civiles, les villes se barricadent et la liberté de mouvement est de plus en plus entravée. Ainsi se manifeste ce curieux paradoxe : refus des murs de protection à l'extérieur pour éviter à l'Europe d'être une passoire, mais construction de murs à l'intérieur comme réponse au défi terroriste. Le problème c'est que cela ne fait que limiter les conséquences et non pas traiter les causes. Car du terrorisme islamiste on ne voit pas la fin ni qu'une réelle action soit menée contre lui. Les barrières urbaines, provisoires bien entendu, risquent donc de s'ancrer pour longtemps dans les paysages.

Blois transformé en bunker. La semaine du 6 octobre dernier s'est déroulé le 20^e festival d'histoire de Blois. Les organisateurs ont la bonne idée de le faire en centre-ville, entre la halle aux grains et les bâtiments attenants, ce qui permet à ce festival d'être véritablement ancré dans sa ville. L'histoire était bien au rendez-vous puisque nous avons assisté à un véritable retour dans le passé médiéval de la ville : haute-murailles et douves profondes, chevaliers armés contrôlant les allés et venus, fouilles des passants, c'est tout l'arsenal antique de protection des villes qui a été redéployé.

Ainsi le quartier du festival était clôturé de hautes barrières de fer obligeant les festivaliers à emprunter les trois portes disponibles. Contrôle systématique à l'entrée de la place, avec obligation de jeter les bouteilles d'eau. Des dizaines de CRS et de policiers nationaux parcouraient les rues, qui étaient elles-mêmes bloquées par des sacs de chantiers remplis de briques. On comprend que les organisateurs aient voulu éviter les voitures béliers et les attaques au couteau, mais jusqu'où faudra-t-il aller dans la fermeture des villes ? D'autant que les forces de l'ordre fixées sur un point manquent ailleurs pour assurer la sécurité, ce qui permet aux voyous d'en profiter pour faire des coups dans les autres quartiers.

Paris hérissé ses barricades. Les travaux ont commencé le 20 septembre et devraient durer un an. La mairie de Paris érige un mur de verre de trois mètres de haut autour de la tour Eiffel pour la protéger des attaques de balles. Seules quelques portes permettront d'entrer dans l'enceinte surveillée. Le coût des travaux est estimé à 20 millions d'euros. Là aussi, comme à Blois, on comprend tout à fait la volonté louable de protéger les passants et les touristes. Mais, encore une fois, c'est traiter la conséquence non la cause. Après la tour Eiffel, quel monument

sera à son tour ceinturé ? Notre-Dame, qui fait l'objet de menaces persistantes ? Montmartre ? Pourquoi ne pas ériger un mur autour du Quartier latin pour protéger les étudiants ? On pourrait par ailleurs suggérer à Mme Hidalgo de prendre prétexte de protéger les Parisiens des voitures piégées pour interdire la voiture dans Paris. La sécurité et l'écologie pourraient ainsi s'allier dans les folies de l'édile.

Il est à craindre que ce mur ne soit le premier d'une longue série et que les villes se coupent de plus en plus. Au moment où l'on célèbre le vivre-ensemble, le nomadisme et les échanges, voilà que les métropoles séparent les quartiers et les populations.

Des murs de protection ou des murs anti-migrants ? Israël est l'un des premiers États à avoir établi un mur de protection le long de la frontière avec la Cisjordanie. Sa construction a commencé en 2002. Il devrait faire 700 km de long et 50 mètres de large, voire 100 mètres à certains endroits. Il est composé d'un fossé côté Cisjordanie avec une pyramide de fils barbelés, d'un grillage muni de détecteurs électroniques, de fils barbelés côté israélien et de routes pour les patrouilles militaires. En zone urbaine, le mur est composé de panneaux de béton. Ses opposants l'appellent mur de Berlin ou mur de la honte ; les personnes favorables le présentent comme une clôture de sécurité. En Amérique on trouve le célèbre mur séparant le Mexique des États-Unis. En Asie, il y a un mur entre les deux Corées, ainsi que des zones grillagées et murées entre la Thaïlande et la Birmanie. Protéger sa frontière est une constante de l'histoire, ce qui est nouveau en revanche c'est que cela se déplace dans les villes, pour se protéger d'un ennemi intérieur.

Les aéroports ou le règne du mur. Quiconque prend aujourd'hui l'avion sait que l'aéroport est le lieu le plus fermé et emmuré qui soit. L'espace est séparé entre ceux qui prennent un vol (salle d'embarquement) et ceux qui accompagnent (parties communes). Mais même les salles d'embarquement ont des séparations, entre les passagers tout venant munis de billets éco et les passagers munis de billets affaire ou première. La piste est un autre lieu clôt où ne va que certains membres du personnel. Tout comme les boutiques duty-free qui ont leur zone accessible à tous et les zones réservées aux personnels. Le transport en avion est probablement ce qui s'est le plus dégradé au cours des dernières décennies. Fouilles systématiques des passagers obligés de se déshabiller, interdiction de nombreux objets à l'intérieur de l'avion, limitation des bagages. Qui se souvient encore que dans les années 1980 la fouille était très légère et qu'il était possible d'emporter un petit couteau pour le pique-nique et bien sûr de fumer ? Dans *Le clan des Siciliens*, on peut voir une scène d'embarquement « à l'ancienne » qui se limite à un contrôle des passeports et des billets. Aujourd'hui, les aéroports sont des lieux cloisonnés et complètement séparés du reste de la ville. Certains lecteurs ont peut-être eu la chance d'aller passer un dimanche à Orly et de prendre un verre sur la terrasse en regardant décoller les avions. En 1965, on dénombrait 4 millions de visiteurs à Orly, venus pour la terrasse, les boutiques et les salles de

cinéma. L'accès à la terrasse fut fermé en 1975, après que Carlos y ait organisé un attentat au lance-roquette sur un avion israélien.

Les murs invisibles des quartiers. Il est aussi possible d'ériger des murs sans panneau de béton et sans grillage. Dans certains quartiers des villes, ce sont des murs invisibles qui se dressent et que les habitants savent ne pas franchir. Zone du commerce de la drogue et du trafic d'armes, zone grise de la prostitution et de la violence, certaines zones se retranchent de la ville. Ces quartiers, comme ils sont nommés de façon pudique, sont sous la coupe d'une autre loi. Il peut arriver que ce soit les municipalités elles-mêmes qui érigent des murs pour s'en protéger. Ce fut le cas à Padoue en 2006.

Le mur de Padoue. Le 10 août 2006, la municipalité de la ville a érigé un mur grillagé de 3 mètres de haut et de 84 mètres de long tout autour d'un bloc d'immeubles habités par des populations immigrées. Le mur de la via Anelli devait protéger les populations du trafic de drogue et des attaques menées depuis ces immeubles. La mairie était alors dirigée par les anciens communistes rebaptisés Démocrates de gauche. L'opposition au mur vint de la droite et du parti *Forza Italia* alors dirigé par Silvio Berlusconi. Preuve que les murs peuvent faire tomber les habitudes politiques. Dix ans après, le mur est toujours là, mais les populations sont parties ailleurs et une partie des immeubles a été détruite.

Les murs écologiques. L'interdiction des voitures dans les villes est une autre façon de construire des murs, cette fois pour protéger de la population. Ce n'est plus le mur de la peste, construit dans le Vaucluse en 1720 par des populations soucieuses de se protéger de la peste sévissant à Marseille, mais cela y ressemble dans l'esprit. Ce sont d'autres miasmes que l'on cherche à maintenir au-dehors. Sauf que la pollution vient d'Allemagne et qu'elle passe par les airs. Les murs urbains sont souvent contournés par ceux qu'ils cherchent à éloigner. Nos terroristes n'auront pas de mal à trouver d'autres façons de sévir à Blois où à la tour Eiffel. En traitant les conséquences non les causes, les murs se révèlent souvent bien inutiles.

L'endettement asservit les peuples

La dette est l'une des conséquences de notre État providence. Elle est un vol commis sur les générations futures et un asservissement pour les États qui la pratique à haute dose. « Pour payer la dette d'un jour, vous verrez fonder de nouveaux pouvoirs qui vont durer des siècles », prévenait déjà Alexis de Tocqueville dans *L'Ancien Régime et la Révolution*. La dette consiste à faire payer par les enfants non encore nés les plaisirs des pères. Dans un système démocratique qui repose sur une forme subtile d'achat de voix et de social clientélisme, elle est l'expédient efficace pour verser des subventions, bâtir des logements, satisfaire des intérêts catégoriels. C'est la fameuse théorie des choix publics démontrée notamment par James Buchanan. Les États s'endettent d'autant plus facilement que cette pratique est facile, que l'argent vienne d'Amérique ou de prêteurs privés. Quand cette pratique satisfait en plus la population qui peut ainsi jouir de la vie sans travailler, il n'y a aucune raison d'y mettre des freins. Et en plus les économistes keynésiens s'évertuent à faire croire que la dette est positive. Si même les théologiens légitiment le péché, il n'y a aucune raison d'être vertueux. Ainsi émerge l'idée que la dette est bonne puisqu'elle permet de faire fonctionner l'économie grâce aux dépenses productives et à l'investissement. Que cette dette serve essentiellement à payer des dépenses de fonctionnement ne semble pas troubler ses thuriféraires. On explique également qu'un État n'a pas besoin de rembourser sa dette. Puisque l'État est une divinité magique qui prodigue ses bienfaits et sa libéralité à ses adorateurs qui sacrifient pour lui, il n'y a aucune raison de désespérer de sa dette ni de craindre un défaut de paiement. Ainsi voguent les mythes attirés par les sirènes, avant de s'écraser sur les rochers de la réalité.

Quand les États font faillite

C'est oublier que dans la période récente de nombreux États ont fait faillite. En 1982, c'est le Mexique qui explose. Porté par la hausse des prix du pétrole au cours de la décennie 1970, l'État central a engrangé les devises et dépensé sans compter pour acheter la paix sociale. Il s'est endetté à taux élevé et a distribué l'argent sans compter. Dix ans plus tard, il ne peut plus rembourser et doit se mettre sous la tutelle des États-Unis pour éviter le chaos.

En 1998 et 2002, c'est l'Argentine qui décroche à son tour, après cinquante années de socialisme

façon Perón ou façon junte militaire, selon les décennies. Les habitants ne peuvent plus retirer leur argent à la banque, le chômage explose ainsi que la pauvreté. En 2012, c'est Chypre qui ne peut plus payer sa dette et qui entre à son tour en pleine récession.

La dette conduit à la faillite et au désastre des peuples ; mais tant que tout va bien nul ne tente de faire des efforts pour l'abaisser. Le risque est de croire que cela n'arrive qu'aux autres et ne viendra jamais chez nous.

Éviter la faillite en légitimant le vol

La meilleure façon d'éviter la faillite sans réduire la dette est de légitimer le vol et de le pratiquer à haute dose, tout en le couvrant de slogans généreux. Cela fonctionne un temps, parfois assez long, jusqu'à ce que les plus imposés s'en aillent et qu'il ne reste plus personne pour assumer l'impôt. Un État peut aussi s'en prendre à ses créanciers, les expulser ou les ruiner. Les exemples, là aussi, ne manquent pas.

À deux reprises, Philippe le Bel a fait arrêter et emprisonner ses créanciers lombards (1291 et 1311). En 1293, il lance un emprunt forcé sur les bourgeois du royaume, emprunt qui ne fut jamais remboursé. C'est le même Philippe IV qui fait arrêter les Templiers, manipule la justice pour que celle-ci prononce une condamnation pour hérésie et leur prend ainsi leurs biens, leur trésor et, surtout, ne rembourse pas sa dette. Malheur donc à ceux qui prêtent trop aux États.

L'exemple aurait pu être médité par les Fugger, cette riche famille d'Europe qui prêta de l'argent à de nombreux princes du XVI^e siècle. Parmi eux, Charles Quint et la richissime Castille. L'Espagne des Habsbourg ne pouvait pas faire faillite : l'or affluait des Amériques, l'armée était puissante et redoutée, le Soleil ne se couchait jamais sur l'Empire. Mais l'argent qui arrive trop facilement engendre des dépenses faciles et inutiles. En 1560, sous Philippe II, Madrid est acculé à la faillite. Les Fugger sont ruinés.

Il ne reste donc que l'impôt, toujours plus fort et toujours plus haut, pour prélever sans cesse quelque argent et pressurer un peuple qui, tout en se plaignant des taux d'imposition élevés, demande à ce que l'État intervienne plus, protège, rénove les routes, sauve la Sécurité sociale, accorde la cantine et l'école gratuite et le pass culture. Le lien entre dépense publique, taux d'imposition et montant de la dette n'est pas toujours clair dans les esprits des citoyens.

En 1788, le royaume de France est surendetté, notamment à cause du coût exorbitant de la guerre d'Amérique. C'est l'une des causes de la Révolution. Mais surtout, cela amène le gouvernement provisoire à voler les biens du clergé et à les vendre. Les manuels scolaires parlent pudiquement de nationalisation des biens du clergé, pour donner une tournure positive à ce qui reste comme une attaque massive et sans précédent contre la propriété privée et le droit. Une philosophie politique qui plonge ses racines dans la légitimation de la négation de la propriété privée, donc du respect du droit, ne peut que passer outre aux intérêts de sa population. La même opération se répète en 1905-1906. Outre l'aspect idéologique d'affrontement entre la nouvelle République et l'Église, la loi de séparation de 1905 est aussi une atteinte à la propriété et un vol massif de biens privés. On ne compte plus les anciens couvents réquisitionnés pour devenir des lycées ni les évêchés devenus des mairies (comme à Blois et à Fréjus). L'histoire fiscale de la France au XX^e siècle s'est ouverte par cette spoliation massive par l'État d'associations privées. Il fallait bien financer la colonisation et le clientélisme pour maintenir un régime qui était particulièrement instable et discrédité.

La dette ou l'esclavage des États

Un État surendetté annonce donc la spoliation de ses citoyens. À cet égard, les mesures prises contre l'assurance-vie et la possibilité donnée de geler les comptes bancaires peuvent faire craindre le pire. Mais un État endetté, c'est aussi un pays qui est asservi aux desiderata de ses créanciers. Là aussi, l'histoire ne manque pas d'exemples.

Au XIX^e siècle, l'Égypte et l'Empire ottoman sont deux États en situation de surendettement massif. Ils ont voulu payer par la dette la modernisation de leurs infrastructures, sauf que cela n'a nullement permis l'essor économique espéré. C'était, avant l'heure, l'échec de la croissance par la relance de type keynésienne. La conséquence fut la colonisation de l'Égypte par l'Angleterre. Londres prêta au Caire et obtint en échange la tutelle de l'Égypte, lui assurant ainsi une base militaire et la sécurisation de la route des Indes. On laisse à l'Égypte un semblant d'autonomie ; les Anglais ne voulant pas non plus se perdre dans les sables du pays.

Le même phénomène arriva aux Ottomans. Ce fut cette fois l'Allemagne qui prit le dessus. Certes, les crédits furent largement ouverts, mais au prix de la sujétion de Constantinople par Berlin. Pour

ces deux pays, la dette aboutit à la colonisation financière et politique. S'endetter, c'est mettre de côté son indépendance et se placer sous la tutelle d'un tiers.

Lorsqu'en 1956 l'Angleterre voulut intervenir à Suez pour protéger le canal menacé de nationalisation par Nasser, elle dut reculer sous la menace américaine. Nous n'étions plus dans les années 1860. Désormais, c'était Washington qui contrôlait la dette anglaise et qui put imposer sa politique à son allié. L'État providence installé dix ans plus tôt aboutissait à la fin de la souveraineté anglaise, avant d'arriver à sa faillite. Il en fut de même pour Cuba, cette fois au profit de l'URSS. Moscou obligea La Havane à intervenir en Angola pour maintenir le régime communiste en place. Cuba dû s'exécuter, sous peine de voir disparaître les aides financières reçues du cousin soviétique. On présenta cela comme il se doit, c'est-à-dire comme une aide aux peuples opprimés par le capitalisme.

L'impuissance géopolitique

La dette devient un mode de vie que l'on reproche aux dirigeants politiques, mais qui est d'abord demandé par les peuples. Pour effacer la dette, nul n'est besoin de vol ni de spoliation, mais de réduction de la dépense publique. Qui est prêt à cela ? La dette conduit à un modèle de société finalement apprécié, d'autant plus que ce sont les autres qui payent et que l'on espère toujours que la faillite ne viendra pas.

Autrefois, la dette était la conséquence de la guerre, donc de l'intervention de l'État. Aujourd'hui, elle est essentiellement la conséquence de l'État providence, donc de l'État obèse, et elle empêche l'intervention régaliennne de l'État. Elle signe l'impuissance géopolitique des États qui abdiquent leur liberté en se soumettant à leurs créanciers. La dette américaine est désormais possession de la Chine et la France est en train d'être achetée par les fonds souverains des pays du Golfe. C'est là une autre conséquence de l'État providence. En surtaxant les investisseurs, en s'en prenant « aux riches » et à l'investissement du capital, on se condamne à devoir acheter de la dette à l'extérieur. Non content d'affaiblir l'économie d'aujourd'hui, on avorte le dynamisme de demain. L'endettement public mondialisé est en train de redessiner le monde. La dette publique affaiblit les pôles de la Triade et surtout les pays occidentaux. Réduire la dette, c'est donc se libérer de l'esclavage de l'étranger tout autant que dynamiser son économie. C'est aussi donner un espoir à la jeunesse de son pays, en lui promettant un autre héritage qu'un fardeau impossible à porter consistant à payer la facture de ses parents. « Les pères ont mangé des raisins verts et

les dents des enfants en ont été cariées » nous dit le livre d'Ezéchiél.

Qu'allons-nous choisir ? L'esclavage à Babylone ou la sortie du désert d'Égypte ?

Catalogne : la nation déchirée

Mon premier contact avec le nationalisme catalan eut lieu il y a deux ans. J'envoyais un courriel à un professeur d'université à Barcelone, rédigé en espagnol. Celui-ci me répondit en catalan. Nous poursuivîmes donc la conversation en anglais. Cette anecdote est révélatrice des impasses du nationalisme catalan. Il est devenu une idéologie portée jusqu'à l'absurde (répondre en catalan à un locuteur français qui forcément ne maîtrise pas cette langue par refus d'utiliser l'espagnol, que le professeur en question maîtrise parfaitement) pour aboutir à une autre forme de domination (symbolisée par l'usage de l'anglais). La Catalogne est déchirée et il n'y a plus de dialogue possible entre les indépendantistes et le reste de l'Espagne. Pour les indépendantistes, tout problème est de la faute de Madrid et son action néfaste est vue partout. Le chômage, le terrorisme, les retards de train, les difficultés quotidiennes n'ont qu'une seule explication : Madrid. L'indépendance apportera à coup sûr le bonheur aux Catalans opprimés. Pour les autres Espagnols, l'attitude des Catalans indépendantistes devient insupportable. Leur arrogance, leur haine de Madrid et de l'Espagne portée au paroxysme, leur oubli des réalités du pays. Oublié le fait que c'est l'ensemble de l'Espagne qui a financé pendant 25 ans les Jeux olympiques de Barcelone (1992). Oublié le fait que c'est le reste de l'Espagne qui a sauvé de la faillite les deux principales banques de Catalogne. Oublié aussi le fait que la Catalogne est certes riche, mais aussi l'une des régions les plus endettées d'Espagne, et que cette dette est essentiellement payée par la Castille. Les indépendantistes invoquent la nation, la langue catalane (un dialecte mis en forme à la fin du XIX^e siècle et qui varie d'une ville à l'autre), l'oppression subie par la Catalogne à cause de Madrid.

Dans les rues des villes et des villages, les drapeaux catalans sont partout. Dans certaines communes, le maire a retiré le drapeau de l'Espagne. Malheur aux Catalans qui ne sont pas indépendantistes : ils sont brimés et, dans les administrations, leur progression professionnelle est arrêtée. La région ne semble plus qu'avoir une seule obsession en tête : l'indépendance.

L'indépendance ou l'hubris en action

La passion indépendantiste a rejoint les sommets de l'hubris, la démesure décrite par les Grecs comme étant déraisonnable et coupée du logos, de la raison. Impossible d'échanger avec un Catalan indépendantiste sur le sujet. Quand on leur demande qu'elle constitution ils prévoient en cas d'indépendance, comment ils feront pour assurer les services régaliens d'un État (diplomatie, armée, police, douane), ce qu'ils feront aussi lorsqu'ils auront quitté l'Union européenne, qu'elle monnaie ils prendront en place de l'euro, il n'y a aucune réponse. Les indépendantistes ne parlent que de passions, de luttes, d'oppression, mais ils n'ont aucun sens des réalités concrètes d'une indépendance ni des obligations dévolues aux États. Face à cette absence totale de dialogue, on comprend que la situation avec le gouvernement central soit bloquée. Madrid essaye de rester dans le domaine du droit, de rappeler que la tenue de ce référendum est illégale et qu'il ne respecte ni la constitution espagnole ni les lois votées par la Generalitat. Mais dans les villes en-dehors de Barcelone cela fait longtemps que les panneaux écrits en espagnol ont été retirés pour être remplacés par des panneaux en catalan.

Du cosmopolitisme au nationalisme

Barcelone était pourtant la ville rêvée du cosmopolitisme et de l'effacement des frontières. C'était la ville de la fête, de la *movidad*, des boîtes de nuit et des rencontres des noctambules. Barcelone était la destination de rêve des échanges Erasmus. On faisait semblant de croire qu'on y allait pour travailler quand les préoccupations étaient autres. En 2002, Cédric Klapisch sortait le film *L'Auberge espagnole* décrivant une année Erasmus d'une communauté d'étudiants européens se retrouvant à Barcelone. C'était le rêve d'un homme sans frontière, d'une sorte d'éternelle jeunesse et d'une éternelle fête. Le héros, Xavier, revenait déprimé en France, ne rêvait que de repartir pour revivre cette année de fête.

Le temps du cosmopolitisme semble loin. Barcelone est aujourd'hui la capitale du nationalisme et des fermetures de frontière. On se rend compte aussi de la fragilité des États : velléité

d'indépendance des Flandres, de l'Écosse, de la Catalogne, de la Lombardie, pour aller jusqu'à quel émiettement ?

L'ambiguïté de l'indépendance

L'actuel gouvernement de Catalogne regroupe une union très hétéroclite de partis politiques aux intérêts divergents. Le principal est Convergence démocratique de Catalogne (CDC) fondé par Jordi Pujol, qui gouverna la Catalogne de 1980 à 2003. Il a passé la main à Artur Mas et Carles Puigdemont. Le CDC est le principal parti de Catalogne, qui dirige la région, seul ou en coalition, depuis la fin du franquisme. N'ayant plus la majorité absolue, le CDC s'est allié avec un parti de gauche républicaine et avec la CUP (Candidature d'unité populaire), un parti d'extrême gauche aux références bolchéviques. Cette troïka composite trouve à s'unir dans la détestation de Madrid et la volonté d'indépendance, mais elle n'est absolument pas capable de gouverner ensemble. Si cette coalition a obtenu la majorité des sièges au parlement de Catalogne, elle n'a pas la majorité des voix, preuve que tous les Catalans ne partagent pas les velléités d'indépendance.

L'autre ambiguïté réside dans la corruption qui gangrène le CDC. Jordi Pujol a été reconnu coupable de fraude fiscale se chiffrant en millions d'euros. Son père était l'un des fondateurs de la Banco popular, banque qui fit faillite en 1982 et qui fut renflouée par l'argent de Madrid dans des conditions très troubles. La justice soupçonne fortement Pujol d'avoir capté une partie de cet argent. Les enquêtes ont également démontré que Pujol avait organisé un vaste réseau de corruption et de détournement de fonds publics dans l'attribution des marchés publics de la Catalogne. Ses opposants le soupçonnent d'agiter le chiffon de l'indépendance pour détourner l'attention et échapper à la justice centrale.

De l'Espagne au califat islamique ?

Pour s'assurer l'indépendance de la région, le gouvernement de Barcelone a refusé toute immigration d'Amérique latine, afin de limiter les locuteurs de langue espagnole, mais il a fortement ouvert les vannes de l'immigration maghrébine, notamment du Maroc. Ce n'est donc nullement fortuit si Barcelone fut frappé par des attentats islamistes l'été dernier. La région connaît une très forte immigration musulmane et elle est gangrénée par les islamistes. Elle compte un nombre très important de mosquées salafistes, qui ont des liens à Ceuta et Melilla et

au Maroc. Dans les défilés en faveur de l'indépendance, on apercevait bon nombre de femmes voilées et d'hommes en djellabas. L'État islamique encourage l'indépendance de la région, estimant qu'il sera ensuite plus facile d'en faire un califat islamiste. La reconquête de l'Andalus reste leur horizon géopolitique. En se promenant dans les rues de Barcelone, on voit beaucoup d'enfants asiatiques et maghrébins, moins d'enfants de Catalans. Se focalisant sur l'antique lutte politique contre Madrid, le gouvernement de Barcelone est en train de passer à côté de l'infiltration djihadiste. L'enquête sur les attentats en pâtit. Barcelone est très rétive à ce que la police nationale mène l'enquête dans la région, préférant que ce soit la police locale qui le fasse. Ce conflit de compétence profite aux islamistes.

Du refus de l'histoire à l'impasse du présent

La Catalogne a une très forte tradition politique de gauche socialiste. Si c'est la dernière région à avoir été obtenue par les franquistes en 1939, c'est aussi celle où les combats ont été les plus violents. Non pas entre républicains et nationalistes, mais entre républicains. La caractéristique de la guerre d'Espagne est d'avoir eu une guerre civile emboîtée dans la guerre civile, qui a vu s'opposer les différents mouvements de gauche communiste. En 1937, de très violents combats ont vu s'affronter les anarchistes et les marxistes dissidents du POUM d'une part et les autorités catalanes stalinienne soutenues par l'URSS. Les seconds ont écrasé les premiers. De violentes purges ont suivi pour éradiquer les anarchistes communistes et assurer la mainmise des communistes fidèles à l'URSS. Cette guerre interne aux communistes a été vécue par Georges Orwell qui l'a décrite dans son livre *Hommage à la Catalogne*.

Pour une partie de la classe politique catalane, il s'agit de rejouer ce combat et de prendre sa revanche sur l'URSS. C'est notamment le cas de la CUP, qui est bien décidée à éliminer le CDC après s'être débarrassé de Madrid.

Quel futur ?

Le oui a gagné, mais la participation fut très faible. Comme nous sommes dans une logique d'hubris, où la raison est évacuée, il n'est possible ni de discuter ni de négocier. L'hubris mène à la violence. Il est à craindre que ce nationalisme catalan ne débouche sur des violences armées et des attentats, comme cela fut longtemps le cas au Pays basque. Si tel est le cas, l'indépendance entrera dans une impasse, mais avec une radicalisation d'une frange de la population sans

possible retour en arrière.

La gauche extrême est prête à enclencher cette violence.

Le terrorisme n'est jamais loin de la criminalité vénale. Si l'on commence à commettre des attentats pour des motifs politiques, on les poursuit pour des motifs financiers, sous couverture politique. Les Farcs contrôlent le trafic de drogue, les mafias albanaises ont fait du Kosovo leur base arrière, les terroristes basques se sont enrichis dans le trafic d'armes. Il en ira de même pour les éventuels terroristes catalans. Une alliance financière avec les islamistes n'est pas à exclure. La Catalogne, via le port de Barcelone, pourrait ainsi devenir une plaque tournante de l'entrée de la drogue en Europe. Les réseaux existent déjà vers le Maroc. Il faudra peu de chose pour les activer et pour relancer la chaîne de la violence en Espagne. Ce sujet concerne directement la France. Outre que nous avons une frontière commune, les indépendantistes souhaitent l'indépendance de la Catalogne française. Nos insoumis français ont pris Podemos comme modèle et sont prêts à s'allier avec la CUP. Ce qui se joue en Espagne dépasse donc largement ses frontières.

La Méditerranée, promesses et dangers

La Méditerranée est la mer des civilisations et des cultures ; elle est aujourd'hui la mer des dangers et des déstabilisations potentiels. Ces dangers sont le fruit de la stratification historique de la zone, qui produit aujourd'hui des chocs et des étincelles à venir. Il y a toujours beaucoup d'émotions à se baigner dans une mer qui a vu passer les Grecs et les Romains, les raids arabes et les Croisades, les Normands et les Anglais, l'expédition de Marc-Antoine et celle de Bonaparte. On n'en finirait pas d'écrire l'histoire de cette mer et c'est cette accumulation de strates historiques qui fait de ce lac romain un enjeu géopolitique majeur. Mais plusieurs défis et problèmes graves se profilent en Méditerranée qui vont accroître l'actualité des mois à venir.

Défis de stabilisation étatique

Nous avons déjà évoqué ici le cas de la Libye et de l'Égypte, pays instables pour des raisons diverses dont l'effondrement, surtout de la Libye, serait un danger grave pour l'Europe.

Le problème algérien est autrement plus compliqué. On n'en finit pas d'attendre avec angoisse la mort du président Bouteflika, dont on sait qu'elle ouvrira immédiatement un trou de chaos. Est-ce

son frère cadet qui arrivera à prendre le pouvoir ? D'autres militaires ? Les frères musulmans ? La déstabilisation algérienne risque de se propager en Tunisie, pays affaibli, et au Maroc, dont la stabilité est fragile. Un effondrement du Maghreb est à craindre. Pour y faire face, il faudra comprendre la situation et disposer d'une armée efficace. Ne comptons pas sur nos partenaires européens pour nous aider, il y a longtemps qu'ils ont signé un bail à long terme avec l'Otan qui leur sert d'armée de substitution. C'est le retour aux mercenaires (dans une vision positive) ou à l'asservissement impérial (vision plus négative, et peut-être plus juste).

C'est là qu'un double problème se pose. D'abord le vide intellectuel de l'élite politique, qui la rend incapable de comprendre les enjeux internationaux du moment. Ensuite, l'état d'épuisement de notre armée, dont le matériel est usé, et qui risque de ne pas être en mesure de faire face au défi d'un effondrement de l'Afrique du Nord. Baisser le budget de l'armée de 850 millions d'euros n'est pas la mesure la plus intelligente qui ait été prise. Nous sommes en guerre nous dit-on. Je n'ai pas d'exemple, dans l'histoire, de gouvernement qui ait diminué son budget militaire en temps de guerre, surtout pas pour augmenter le budget général de 7,3 milliards d'euros. D'ordinaire, on fait plutôt l'inverse.

Puisqu'Édouard Philippe est de la promotion Marc Bloch de l'ENA, nous ne pouvons que lui conseiller de reprendre *L'étrange défaite*, œuvre brillante d'un historien honnête et intelligent :

« Notre machinerie de partis exhalait un parfum moisi de petit café ou d'obscurs bureaux d'affaires. Elle n'avait même pas pour elle l'excuse de la puissance, puisqu'elle s'est effondrée aux premiers souffles de l'arbitraire, comme un château de cartes. Prisonniers de dogmes qu'ils savaient périmés, de programmes qu'ils avaient renoncé à réaliser, les grands partis unissaient, fallacieusement, des hommes qui, sur les grands problèmes du moment -on le vit bien après Munich- s'étaient formé les opinions les plus opposées. » (p. 174)

Il n'y a pas que l'Afrique du Nord qui soit fragile. La Grèce n'a toujours pas réglé la question de sa dette et de ses budgets déficitaires. Le problème grec a été reporté, non pas résolu. Un nouveau défaut de paiement risque cette fois de faire sauter l'euro, et d'entraîner avec lui les pays à l'économie défailante.

L'Italie quant à elle est submergée par la crise migratoire. Les premiers sentiments charitables passés, la population commence à être excédée par ces vagues qui n'ont ni solution ni fin. Les villages de Sicile sont de plus en plus envahis par les flux migratoires, comme ceux du sud de

l'Italie. La mafia s'enrichit de ce trafic, des ONG en profitent pour déstabiliser le pays. On peut craindre ici la colère des peuples et l'embrasement armé des milices.

Défi migratoire

Ce dernier n'est toujours pas résolu depuis 2013, même si l'on a cessé de projeter les images d'embarcation à la télévision. Les rapports officiels de la Commission européenne, d'Europol et des ONG démontrent que les migrants ne fuient pas la guerre, mais viennent pour des raisons économiques. 90% d'entre eux viennent en Europe par l'intermédiaire des réseaux mafieux. L'UE a montré son incapacité à protéger sa frontière sud, celle de la Méditerranée. Les bâtiments militaires qui y sont envoyés n'ont pas d'ordre pour agir réellement et se contentent d'opérations humanitaires bien dérisoires au regard du défi réel.

Le risque est cette fois une déstabilisation des pays d'Europe. Jusqu'à quand les Italiens vont-ils supporter cette situation et la gabegie de leurs représentants politiques ? Jusqu'à quand les habitants de Calais vont-ils supporter les affrontements entre groupes d'Érythrée et d'Éthiopie, les barrages routiers, les vols et les cambriolages ? Pour l'instant la population demeure pacifique, mais jusqu'à quand ? Le nombre de licenciés de la Fédération française de tir est passé de 145 000 en 2011 à 200 000 en 2016. Une épidémie d'amour du tir sportif, sans aucun doute. De même, le nombre de personnes passant le permis de chasse est en hausse constante : 2 600 en 2016, en Île-de-France, un record. Rappelons que le permis chasse et la licence de tir sportif permettent de posséder légalement une arme, et qu'une carabine pour chasser le sanglier est très puissante.

De plus en plus de personnes ressentent le besoin de s'armer pour se protéger d'éventuelles attaques, preuve que la confiance dans l'État a complètement disparu. Or la mission première d'un État est d'assurer la sécurité de sa population, non de fournir des cantines gratuites ou des pass culture.

Défi turc

La Turquie est, pour l'Europe, un défi à elle seule. Un an après le putsch raté contre Erdogan, qui a permis à ce dernier de renfoncer son pouvoir et d'établir une dictature lui assurant le contrôle

de son pays, Ankara continue son double jeu vis-à-vis de l'État islamique. Il nargue l'Europe et manie la vanne migratoire comme moyen de pression à l'égard de l'Allemagne. De la Méditerranée on passe vite en Mer noire (la région du Pont chez les Grecs) et donc en Crimée où les Russes sont désormais installés. Nul doute que Moscou regarde cette zone avec grand intérêt. La proclamation de l'indépendance du Kurdistan est un risque réel pour la région. La Turquie ne va pas laisser se développer un État qui revendique une partie de son territoire. Une intervention armée n'est pas à exclure, qui rajouterait du chaos à un Moyen-Orient déjà bien empêtré.

Défi des profondeurs

La Méditerranée ne se limite pas à ses côtes. Son espace s'étend jusqu'au Sahara pour le sud et jusqu'à la Mésopotamie pour l'Est. Plus que jamais, la Méditerranée demeure l'espace romain par excellence. L'infiltration de l'État islamique au Sahara, la fragilité du Mali, du Tchad et de la Centrafrique a des répercussions sur le Maghreb et donc sur l'Europe.

Même si Mossoul a été repris à l'État islamique (dans une guerre urbaine plus longue que Stalingrad), ce dernier n'est pas mort. Il mute et il s'adapte à la nouvelle donne. Damas est une ville de la Méditerranée et tant que dure le conflit syrien c'est tout l'espace qui est menacé.

La Terre du chaos

Au sud comme à l'est, la Méditerranée baigne les rives de ce que les géopoliticiens appellent la Terre du chaos : un territoire où se concentrent les conflits, le terrorisme et la dissolution des États. Le chaos a toujours un mouvement expansif et s'accélère dans sa propagation. Le défi de l'Europe est de le circonscrire et de le rétracter. Pour cela, la force militaire seule ne suffit pas, encore faut-il être conscient des défis du temps.

Solution aux défis

La mer se tient par une flotte. La France et les pays d'Europe ne pourront pas faire l'économie d'une marine puissante et moderne pour tenir et donc contrôler cet espace aquatique, au risque

de la voir devenir plus que jamais une mer des larmes. Si elle souhaite garder sa souveraineté, la France ne pourra pas se passer d'un deuxième porte-avions.

Le chaos se résout par la stabilisation, ce qui implique de renouer avec une diplomatie réaliste fondée sur le soutien aux États résistants au chaos. Fortifier Le Caire, Rabat, Amman et Damas d'une part, prendre acte de la partition de la Libye et de l'Irak et accompagner la nouvelle gestion de ces territoires d'autre part. Enfin, lutter contre les réseaux mafieux qui s'enrichissent par l'industrie migratoire.

Il est encore temps, pour l'Europe, de prendre son destin en main, avant que d'être conduit par d'autres qu'elle-même :

« Nous nous trouvons aujourd'hui dans cette situation affreuse que le sort de la France a cessé de dépendre des Français. Depuis que les armes, que nous ne tenions pas d'une poigne assez solide, nous sont tombées des mains, l'avenir de notre pays et de notre civilisation fait l'enjeu d'une lutte où, pour la plupart, nous ne sommes plus que des spectateurs un peu humiliés. » (Marc Bloch).

Rwanda : autopsie d'une désinformation

Le génocide rwandais de 1994 a été utilisé dans un mouvement de désinformation contre la France pour la chasser de la région des Grands Lacs. La désinformation autour de l'intervention française est un modèle de propagande et un bon exemple du rôle de l'information et de la désinformation dans les guerres que se livrent les États, notamment la guerre économique. Les guerres coloniales et d'indépendance nous avaient habitués à la désinformation contre la puissance coloniale en faveur des groupes politiques qui tentaient de prendre le pouvoir. Les nouvelles formes de désinformation se font cette fois-ci au bénéfice d'États tiers. Comprendre son ressort est nécessaire pour mener des politiques de contre-insurrection d'information face à ces politiques de déstabilisation.

Génocide au Rwanda, contexte chronologique

Commençons par définir le contexte chronologique du drame du Rwanda pour ensuite comprendre où s'insère l'offensive de désinformation.

Le pays est composé de deux ethnies principales : les Tutsis (environ 15% de la population) et les Hutus (environ 85%). Les Tutsis ont toujours contrôlé le pays, jusqu'à l'indépendance du Rwanda (ancienne colonie belge). Avec le jeu de la démocratie, c'est l'ethnie majoritaire qui a pris le pouvoir (les Hutus), opérant un renversement historique. Paul Kagamé, descendant de la famille royale tutsis, n'a eu de cesse de vouloir récupérer le pouvoir à l'avantage de son ethnie. La voie démocratique étant impossible puisque les Tutsis sont minoritaires, il ne pouvait prendre le pouvoir qu'en faisant usage de la force.

1961 : proclamation de la république par les Hutus. Plus de la moitié de la population Tutsis quitte le Rwanda pour se réfugier dans les pays environnants, notamment l'Ouganda et le Congo.

1973 : coup d'État du Hutus Juvénal Habyarimana qui prend le pouvoir au Rwanda.

1975 : accords militaires techniques entre la France et le Rwanda. La France s'engage à former l'armée rwandaise ; des instructeurs sont envoyés à Kigali. Quelques instructeurs sont encore présents en 1994 (et il s'agit bien d'instructeurs, non de militaires opérationnels).

Au cours des années 1970, les Tutsis réfugiés en Ouganda participent à la déstabilisation du régime ougandais. Parmi eux, l'on trouve Paul Kagamé, qui fonde le FPR (Front patriotique rwandais). Ils aident au renversement du régime et au changement de direction. Le FPR lance des attaques contre le Rwanda depuis l'Ouganda, ce qui oblige Kigali à protéger sa frontière et à mener des opérations militaires de défense.

1990 (octobre) : opération Noroit menée par la France et la Belgique, avec des troupes du Zaïre. Protection de la frontière nord du Rwanda qui subit les attaques du FPR. À la fin de l'opération, des militaires français restent au Rwanda.

1992 (août) : massacres de Tutsis et d'opposants hutus par des milices hutus progouvernementales.

1993 (février) : le FPR lance une offensive contre Kigali, arrêtée par la France. Cela met un terme aux massacres et permet de faire appliquer les accords d'Arusha du mois de janvier 1993. Le régime Hutus s'engage à l'ouverture démocratique, à accepter le pluralisme politique et à donner des postes administratifs aux Tutsis.

Octobre : Création de la MINUAR par l'ONU : envoi de 2 500 Casques bleus pour pacifier la région.

Décembre : fin de l'opération Noroit. Les militaires français basés au Rwanda (600) quittent le pays.

1994 : le début de l'année est marqué par des violences, des massacres et des assassinats de chefs politiques hutus par des hutus extrémistes. Tensions extrêmes dans le pays.

Le 6 avril, le Falcon présidentiel revient d'un sommet à Dar es Salam, avec à son bord les présidents du Rwanda et du Burundi. Celui-ci est abattu par un missile.

Après de nombreuses années d'enquête, il appert que ce missile a été lancé par les Tutsis et que l'ordre d'assassinat a été donné par Paul Kagamé.

7 avril : début des massacres à Kigali. La France et la Belgique organisent le rapatriement de leurs ressortissants.

21 avril : l'ONU réduit la MINUAR de 2 500 à 270 hommes.

23 juin : début de l'opération Turquoise, qui a une durée de deux mois. La France intervient au Rwanda avec l'aval de l'ONU, pour protéger les populations civiles et sécuriser des zones humanitaires. Comme convenu, la mission se termine le 22 août 1994.

De cette chronologie il ressort que la France n'avait plus de militaire au Rwanda au moment du début du génocide (7 avril 1994). Celui-ci a donc pu durer plus de deux mois avant le début de l'opération Turquoise. La France a respecté le mandat de l'ONU : sécuriser des zones

humanitaires et protéger les populations civiles.

L'acte déclencheur du génocide (même si la tension était forte depuis de nombreuses années) fut l'assassinat du président rwandais par la destruction de son avion. Le but recherché par Paul Kagamé était de provoquer un mouvement de panique et de vengeance chez les Hutus afin que ceux-ci s'en prennent aux Tutsis. Cela légitimait alors une intervention du FPR pour protéger les Tutsis et pour installer Kagamé au pouvoir. La voie démocratique n'étant pas possible, il fallait obligatoirement passer par celle de la violence ; ce qui a réussi.

La désinformation à l'égard de la France

Celle-ci a commencé dès l'opération Turquoise. La France a été accusée d'avoir participé au génocide en fournissant des armes aux Tutsis (ce qui n'est pas le cas) et d'être ensuite restée impassible face aux massacres des mois d'avril-juin. Or à cette époque-là, il n'y avait pas de militaires français au Rwanda.

La désinformation a été le fait de médias américains. L'objectif étant de chasser la France de la région des Grands Lacs afin d'y substituer la présence américaine. Cette région est stratégique, car elle permet de contrôler la région du Kivu et la partie orientale du Congo qui regorgent de matières premières. L'opération de désinformation a bien réussi puisque la présence française a effectivement été affaiblie.

Mais pour cela il fallait aussi que des médias français s'emparent de la propagande. Ce fut le cas avec un certain nombre de journalistes qui reprirent les informations américaines (sciemment ou non ?) pour les diffuser. Cela se poursuit aujourd'hui puisque l'on voit régulièrement surgir des articles sur le rôle supposé de la France dans le génocide. Une telle propagande est régulièrement servie par le régime de Paul Kagamé, qui veut faire oublier qu'il a été à l'origine du génocide en détruisant l'avion présidentiel et qu'il a organisé de nombreux massacres avec son FPR.

Nous sommes-là dans un cas typique de désinformation, de mensonge et de propagande visant à déstabiliser un allié pour asseoir les intérêts stratégiques d'un autre État. Vladimir Volkoff, dans un de ses ouvrages célèbres, *La désinformation, arme de guerre*, dresse une typologie de l'organisation de celle-ci.

L'arme de la désinformation

Tout d'abord il est indispensable que tous les médias disent la même chose et qu'il y ait unanimité sur la question. Le feu roulant de l'information rend impossible toute idée contraire et tout débat puisqu'une seule opinion est affirmée. Cette désinformation est couplée à de la surinformation : quantité de données et de faits sont fournis, avec beaucoup de détails, souvent insignifiants. Cela permet d'avoir l'apparence de la crédibilité et de donner l'illusion du vrai. Ensuite vient l'information binaire : les bons sont d'un côté, les mauvais de l'autre. On oublie toute mise en contexte, toute prise de distance. Il y a les bons et les mauvais et l'opinion est sommée de choisir son camp. Enfin, cela aboutit à la mésinformation : il faut rendre impossible le sens critique, l'interrogation, le doute. De ce qui est donné, rien ne doit être remis en question, tout doit être approuvé. Ceux qui émettent un avis contraire, même appuyé sur des faits et des chiffres réels, sont anathémisés : négationniste, vendu à tel ou tel pays (ou entreprise), extrémiste, faisant le jeu de tel ou tel camp. Celui qui donne une opinion contraire ne le fait jamais de façon désintéressée, mais toujours parce qu'il est le suppôt et la marionnette d'un camp. Cela permet de le décrédibiliser et de rendre d'avance caduque son propos.

Le mieux étant de trouver des médias du camp d'en face qui se font les propagateurs de la désinformation. Ces idiots utiles donnent de la crédibilité à la désinformation et affaiblissent encore davantage ceux qui s'opposent à la propagande.

Désinformer en profitant des faiblesses de l'autre

Le cas de la France au Rwanda est typique de ce processus. L'idée que la France a participé au génocide et en est l'une des complices rejoint en plus la haine de soi, la flagellation permanente de sa mémoire et la culpabilisation qui ne cesse d'avoir lieu. On en vient à penser que la France ne pouvait pas avoir une bonne action, que si elle intervenait ce ne pouvait être que de façon négative.

On retrouve des cas similaires d'usage de la désinformation dans d'autres parties du monde : Roumanie lors du renversement de Ceausescu ; Serbie, pour justifier l'invasion du Kosovo par l'Albanie ; Irak, pour légitimer le renversement de Saddam Hussein ; Libye, pour cette fois

renverser Kadhafi ; Birmanie, pour chasser Total de ses champs de pétrole.

Quand la vérité est connue, il est trop tard. L'objectif politique a été atteint et l'adversaire a été vaincu. Le facteur psychologique est un aspect fort présent de la géopolitique. On ne peut méconnaître le fait que les États ont des objectifs antagonistes et qu'ils ne sont pas amis ; ils sont tout au mieux alliés. Cela interroge aussi sur le rapport à l'information. Les réseaux sociaux et les médias indépendants permis par l'internet peuvent-ils servir de bouclier à la désinformation et être utilisés dans la contre-insurrection communicationnelle ? Oui, à condition qu'ils soient sérieux et qu'ils ne sombrent pas dans le travers du complotisme qui peut être un effet inversé de la désinformation.

Sachant désormais comment fonctionne cette guerre de la désinformation et de la propagande, il revient aux États et aux entreprises d'élaborer des stratégies de contre-insurrection, notamment pour remporter les batailles de la guerre économique. Cela est encore loin d'être le cas.

Pour approfondir le sujet, on peut se rapporter à l'ouvrage du colonel Jacques Hogard, *Les larmes de l'honneur. 60 jours dans la tourmente du Rwanda*, rééd. 2016.

Corée du Nord, le retour du fou ?

Difficile de voir clairement ce qui se passe en Corée du Nord et si les rodomontades du chef de ce pays sont sérieuses ou sont seulement des provocations sans lendemain. J'écris ces quelques idées le 11 septembre, sachant que les événements peuvent se précipiter.

Corée du Nord : le pays n'est pas fou

Il est trop facile de dire que Kim Jong-un est fou, trop rassurant aussi. Cela peut arriver, mais en géopolitique ce n'est pas la meilleure approche. Sa logique est différente de la nôtre et ce qu'il recherche pour son pays n'est pas forcément ce que nous souhaiterions.

La Corée du Nord se perçoit comme un pays entouré d'ennemis, donc qui doit sans cesse se défendre contre eux. Avec 25 millions d'habitants estimés, elle ne fait pas le poids face à la Chine. La Corée du Sud est son adversaire depuis 1945 et le Japon compte aussi parmi ses opposants. Ce pays est né de la guerre, celle de Corée, entre 1950 et 1953. Il s'est battu contre les États-Unis et il reste persuadé que les Américains veulent en finir avec lui. Depuis cette date, le pays est militarisé et se prépare à toute éventualité.

On peut penser qu'ils se trompent, mais c'est en tout cas dans cette forteresse assiégée qu'ils se perçoivent.

La nécessité du nucléaire

Disposer de l'arme nucléaire est donc pour eux une nécessité. La Chine l'a, les États-Unis aussi. Durant la guerre de Corée, le général Mc Arthur a tenté de convaincre le président Truman de l'utiliser. Cela, les Coréens ne l'ont pas oublié. Ils sont persuadés que les États-Unis sont prêts à les vitrifier. Avoir le nucléaire est donc une façon pour eux de se défendre.

Sans l'aide des puissances extérieures, et notamment de la Chine, ils n'auraient pas pu développer leur programme nucléaire. Les alliés de la Corée ont donc une part de responsabilité dans les tensions actuelles.

Pour la dictature militaire qu'est ce pays, le programme nucléaire et la définition d'un ennemi extérieur sont aussi une façon de tenir son peuple. Cela légitime la censure, la répression, la lutte contre les ennemis de l'intérieur. La famine des années 1990 aurait provoqué la mort d'un à deux millions de personnes. L'ONU estime que plusieurs milliers de prisonniers politiques sont enfermés dans les prisons du pays. Difficile d'en savoir plus tant les informations filtrent peu. Les fausses informations, en revanche, filtrent beaucoup. La Corée du Sud est coutumière du fait en attribuant au régime du Nord des crimes et des exactions qu'il n'a pas commis ; ce qui n'enlève

rien à la cruauté des crimes réellement commis.

Les pays voisins : l'intérêt du statu quo

Les pays voisins, Corée du Sud, Chine, Japon n'ont pas d'intérêt immédiat à renverser le régime. Sa présence légitime leur armement et leur présence militaire dans la région. Ici, le statu quo est préférable au changement. La Chine n'a aucune envie d'une réunification coréenne, ce dont goûte peu aussi la Corée du Sud compte tenu de l'écart de développement entre les deux pays. Séoul n'a pas non plus envie que Pékin annexe la Corée du Nord. Finalement, le pays sert d'État tampon, ce qui convient à tout le monde. Quant aux États-Unis, cela légitime leur présence et justifie leur protectorat militaire sur les pays de la zone pacifique. Il faut juste veiller à ce que Pyongyang n'aille pas trop loin.

La réelle menace nucléaire

C'est que le danger est réel. Kim Jong-un semble décidé à obtenir l'arme nucléaire, ce qui reviendrait à franchir une ligne jaune. Ses essais dans la zone maritime japonaise et à proximité de l'île de Guam inquiètent légitimement les populations locales. On comprend que les 160 000 habitants de Guam apprécient peu que la Corée du Nord se dise prête à bombarder l'île. On comprend aussi que le président américain ne puisse pas rester sans réagir à ces provocations.

L'irrationalité américaine ?

Cela fait au moins quinze ans que les États-Unis regardent Pyongyang avec une grande méfiance. La menace nord-coréenne n'est pas une invention de Trump. Ce pays était déjà inscrit sur la liste de l'axe du mal à la fin des années 1990 et les néoconservateurs n'étaient pas contre une intervention militaire. Mais l'Iran, l'Afghanistan et l'Irak lui étaient passés devant. Avec l'effacement de ces adversaires, la Corée revient mécaniquement sur le devant de la scène.

Quel rôle joue Donald Trump ? Applique-t-il la stratégie du fou mise au point par Richard Nixon

lors de la guerre du Vietnam ? Il s'agissait alors de faire croire aux Vietnamiens que les États-Unis étaient prêts à utiliser l'arme nucléaire pour les forcer à la négociation et en finir avec ce conflit. L'imprévisibilité de Donald Trump peut-être une stratégie payante. Cela peut effrayer Pyongyang et limiter ses ambitions. En diplomatie aussi il y a ce que l'on voit et ce que l'on en voit pas : derrière les tweets de Trump, il y a les négociations en sous-main. Il faut aussi rassurer la population américaine et lui montrer que le Président agit. Le discours diplomatique est à la fois ad extra, vers l'extérieur, et ad intra, à sa population. Le principe d'escalade peut être pratiqué pour limiter la montée aux extrêmes.

Les pions d'Europe ?

Enfin, la crise coréenne interroge aussi l'Europe sur le sens de la guerre. La France est l'un des seuls pays qui affirment qu'il est en guerre et qui en même temps diminuent son budget militaire, une attitude suicidaire sur le long terme. Obnubilés par la menace terroriste, nous risquons de perdre de vue que la guerre peut aussi être classique, c'est-à-dire d'Etats à Etats, et nécessiter un usage de l'armée conventionnelle et pas seulement du renseignement et du contre-terrorisme. L'adversaire n'est pas que l'État islamique et des jeunes radicalisés. À force de concentrer nos moyens uniquement sur Sentinelle et les Renault Kangoo de Vigipirate on prend le risque de perdre de vue l'existence d'une menace globale, notamment dans le Pacifique. Car au-delà de la question coréenne il y a aussi la Chine et l'Inde, ce qui rend indispensable la possession d'une flotte digne de ce nom (c'est-à-dire avec deux porte-avions). Avec ses missiles balistiques, la Corée du Nord peut atteindre Paris en quelques dizaines de minutes. La crise nous concerne donc. La France n'a plus de tradition diplomatique en Asie, alors que nous avons contrôlé l'Indochine pendant plusieurs décennies. La disparition coloniale ne doit cependant pas nous faire croire que le monde se limite à l'Afrique et au Proche-Orient. La France est encore présente dans le Pacifique, notamment en Polynésie. Elle peut jouer un rôle dans cette zone et se rappeler que l'Asie est l'un des centres du monde dont il n'est pas bon d'être exclu.

La crise coréenne nous oblige à mieux penser la multiplicité des guerres. La première guerre mondiale a débuté alors que personne ne la souhaitait et que chacun pensait sincèrement qu'elle serait courte. À force de pratiquer la stratégie du fou, il n'est pas à exclure que celle-ci dérape. Nous sommes capables de mener des opérations antiterroristes sur le territoire national et des déploiements brefs en Afrique. Sommes-nous prêts à affronter une guerre conventionnelle en Asie ?

C'est là le paradoxe de la crise coréenne : celui de revenir à une vision classique de la guerre, conduite par des États, qui se mesurent aux autres, qui sont prêts à mettre en mouvement leur armée. Une guerre comme on la pratiquait jusqu'en 1991 et dont on pensait que la chute du communisme nous en dispenserait. On croyait vivre uniquement dans la guérilla et l'opération de maintien de la paix. Mais au Donbass, en Irak, en Corée, c'est la guerre de toujours qui revient.

En passant à côté de cette réalité, l'Europe risque de se mettre en situation de pion regardant le combat des fous.

David Hockney, le peintre et la géopolitique

Parmi les belles expositions parisiennes du moment, on trouve celle que Beaubourg consacre au peintre anglais David Hockney. Né en 1937, il a migré en Californie dans les années 1960, époque où son œuvre a connu une véritable inflexion. Il vit désormais de nouveau dans le Yorkshire, comme en témoignent ses dernières créations. Le peintre a beaucoup à apprendre à la géopolitique. La reproduction des paysages, la confrontation dans un espace restreint (la toile) des rapports humains, la représentation d'une époque, rendent intelligibles des parcelles d'humanité qui échappent bien souvent aux chiffres et aux données. La peinture exprime une vérité que l'historien et le géopoliticien essayent de comprendre.

La dernière rétrospective parisienne sur David Hockney date de 1999. Cette année-là, Beaubourg avait présenté les toiles consacrées au grand canyon. Deux toiles du canyon se trouvent dans l'exposition actuelle, qui est une rétrospective de la vie picturale d'Hockney, pour ses 80 ans.

David Hockney se situe dans la grande tradition des peintres anglais du paysage, dont les plus célèbres sont John Constable et William Turner. Une peinture des paysages bien différente des peintres italiens et de l'école française, même si tous ces maîtres se connaissent et s'influencent. Le peintre le plus géopolitique est sûrement Vermeer, avec son Astronome et son Géographe, tous deux penchés sur un globe, l'un céleste l'autre terrestre. L'amoureux des cartes y trouve là matière à réflexion et à admiration, comme dans la longue galerie des cartes des musées du Vatican.

Puiser chez les maîtres

L'accrochage de la présente exposition respectant l'ordre chronologique, on peut réellement comprendre la formation et les évolutions de David Hockney. Les premiers tableaux démontrent qu'il assimile et copie les maîtres ; plus ou moins bien d'ailleurs. Voilà pour l'humilité du scientifique et du chercheur : on ne peut prétendre être grand qu'en mangeant et assimilant nos aînés. Nous ne naissons pas de rien et rien ne peut se créer de nulle part, qui que nous soyons, nous sommes d'abord des héritiers. Dans les années 1960, Hockney aurait pu choisir la facilité du Pop Art et de la déconstruction. Accumuler les taches de peinture sur la toile, dresser des grands traits qui ne signifient rien et provoquer l'engouement autour de ses tableaux grâce à la côte forcée des galeristes et des journalistes de l'art officiel. Ce ne sont pas ses plus belles œuvres, mais elles sont intéressantes dans la perspective de la formation épistémologique de sa maîtrise artistique.

Le grand tournant vient de sa découverte de la Californie. On comprend que pour un Anglais vivant dans la banlieue de Londres, à un moment où l'Angleterre s'enfonçait dans la ruine et la faillite du *Welfare state* social-démocrate, l'arrivée en Amérique ait été un souffle d'air frais. D'air chaud en l'occurrence, avec le soleil et la température californienne, le ciel bleu, les grands espaces. David Hockney se prend de passion pour l'eau, qui est l'acteur principal de son œuvre. Il peint des piscines, des douches et des corps au milieu qui nagent et se lavent. La représentation des corps témoigne d'une réelle maîtrise de l'anatomie humaine, qu'il a probablement observée dans la statuaire grecque des musées londoniens. Ce sont des tableaux apparemment simples, mais qui dénotent une excellente maîtrise technique, aussi bien pour les traits, les formes que les couleurs. Ses œuvres les plus connues : *A bigger splash*, un plongeon dans une piscine, *Bain de soleil*. Les bords de piscine rappellent bien sur le film d'Alain Delon et les soirées d'Eddy Barclay à Saint-Tropez. On comprend que l'eau l'ait fasciné, car elle représente un vrai défi politique. Pour faire prendre conscience aux étudiants que les ressources naturelles ne sont rien sans pensée et vouloir humain qui les développent, je prends souvent l'exemple de la Côte d'Ivoire et de l'Andalousie. Le premier pays est situé en zone tropicale où l'eau est une ressource abondante, et pourtant l'eau courante fait défaut à la population. L'Andalousie est une zone sèche, régulièrement en situation de stress hydrique, mais grâce à une bonne gestion de celle-ci la région arrive à alimenter l'agriculture et les piscines (avec un conflit pour l'eau qui demeure malgré tout un défi).

La Californie est une région sèche et aride, dont témoignent les feux de forêt réguliers. L'eau y est pourtant maîtrisée et canalisée et l'homme peut prendre sa douche et avoir sa piscine. Les beaux reflets bleutés que peint David Hockney tracent une certaine forme de paysage idéale, un peu vide, comme chez Edward Hopper, où la nature est sans cesse contrôlée et maîtrisée par l'homme. Cela n'a pas la fougue sauvage d'un Constable et d'un Turner, mais rappelle plutôt les

jardins à la française bien léché et cordé.

Bien qu'il ait longtemps vécu aux États-Unis, Hockney n'a pas peint la ville. Hormis quelques toiles acidulées, les gratte-ciels et les autoroutes urbaines ne sont pas son sujet de prédilection. Il peint l'espace, le vide et la rencontre échouée entre les êtres.

Doubles portraits

Sa série sur les doubles portraits est à ce titre éloquente. Il a peint ses parents et ses amis chez eux, souvent assis, regardant dans le vide et ne se dévisageant jamais. C'est du Hopper modernisé, mais avec des couleurs plus fraîches et joyeuses. On retrouve exactement l'ambiance des années 1970. Le téléphone à cadran, les tapis à gros poil de laine, les lunettes en écaille et les pantalons larges. En un tableau, le spectateur se replonge quarante ans en arrière, dans une période dont le peintre a su représenter l'esprit. C'est du réalisme épuré, loin des prétentions verbeuses de l'Art Contemporain.

Collages et perspectives inversées

Dans les années 1980, David Hockney se lance dans le photomontage, avec un appareil Polaroid. Toujours à la recherche de la représentation paysagère, il quadrille les paysages de photos qu'il assemble ensuite. Cela donne des représentations déstructurées, à la cubiste, où l'espace semble se représenter dans des jeux de miroir et se montrer sous différentes facettes. Le plus célèbre de ces photomontages est *Pearblossom highway*, une route de l'Ouest américain, avec son stop, ses cactus et ses détritiques. C'est une belle allégorie de la géopolitique qui essaye de comprendre les jeux de pouvoir dans l'espace sans vraiment arriver à les saisir, tout en se rendant compte que les approches sont toujours multiples et déformées.

Il s'est ensuite essayé à la perspective inversée, qui renverse le point de vue du spectateur. Le parc de Vichy, avec son allée d'arbres et ses chaises en fer au premier plan en donne un aperçu. Rien de nouveau dans l'art pictural, Hockney a repris la technique des icônes orientales qui pratiquent largement ce renversement de perspective. Et si, là aussi, pour comprendre le monde il ne fallait pas renverser nos paradigmes et nos perspectives, c'est-à-dire regarder les événements avec l'œil de celui que l'on observe et non notre propre regard ? Observer l'État islamique avec les yeux des djihadistes, les combats ukrainiens avec les paroles des nationalistes et des indépendantistes, les tensions en Méditerranée en se portant sur l'une et l'autre rive...

Renverser la perspective, qui est multiple et fluctuante, est la meilleure façon de comprendre un monde complexe et mouvant. Comme pour les photomontages, on fixe l'instantané dans une éternité qui est la longue trace historique.

Changer d'échelle aussi. C'est ce que l'on apprend à tous les étudiants en géographie : jouer sur la pluralité multiscalaire. Hockney s'y adonne dans sa peinture du grand canyon et de son Yorkshire natal.

Gigantesques paysages

Pour peindre des toiles de plusieurs mètres de long et de haut il a réalisé une suite de toiles rectangulaires, qu'il assemble ensuite, comme les pièces d'un puzzle. Chaque toile est une œuvre en tant que telle, un tableau qui a sa singularité. Mais assemblées, dans l'ordre nécessaire, toutes ses toiles forment un tableau encore plus grand qui délivre le tableau final. Là aussi, c'est une belle allégorie du travail du géopolitologue, qui peut analyser plusieurs phénomènes de façon individuelle, mais qui doit ensuite les assembler pour donner une compréhension plus large à son travail. D'où la nécessité de croiser les disciplines (économie, criminologie, approche culturelle, sciences politiques...). La spécialisation à outrance de l'université rend impossible cette approche globale et donc la compréhension des phénomènes qui structurent notre société.

Hockney est également passionné par les nouvelles technologies et ce qu'elles peuvent apporter à la peinture. Il peint par ordinateur, il utilise la télévision et la sérigraphie, mais la technique est toujours mise au service de son art et sa vision de peintre ; elle n'est jamais utilisée pour elle-même, contrairement à certains plasticiens présents dans les rouages de l'art officiel. C'est ainsi qu'il a pu représenter les quatre saisons d'un même paysage par un chemin dans une forêt du Yorkshire. Les panneaux sont disposés l'un en face de l'autre et le spectateur peut les contempler tour à tour ou simultanément, observant le temps qui passe et revient et la nature qui se transforme.

Pour comprendre, il faut d'abord voir, puis ensuite juger et agir. C'est l'intérêt des peintres paysagers que de donner l'essentiel d'un paysage et d'une époque et ainsi de donner plus qu'à voir, mais à comprendre.

David Hockney, Beaubourg, jusqu'au 23 octobre.

La route du Tour

Ne boudons pas notre plaisir de retrouver le Tour de France pour trois semaines de course. C'est la compétition sportive la plus suivie au monde : 10 à 12 millions de spectateurs sur les bords de la route, des étapes diffusées dans 190 pays, pour 100 chaînes dont 60 qui diffusent en direct. La nouveauté de cette année est que France Télévision diffuse l'intégralité des étapes en direct, alors que jusqu'à présent seules quelques étapes avaient ce privilège. Le Tour, c'est certes le cyclisme et les exploits de coureurs hors du commun, mais ce sont aussi des paysages et des terroirs sensationnels que les caméras filment et diffusent de part le monde. C'est l'image de la France diffusée dans le monde, tous les ans pendant trois semaines, et à ce titre beaucoup plus vendeur pour notre pays que les Jeux olympiques. Trois semaines où des Américains, des Australiens, des Asiatiques, des Européens, découvrent les paysages de France, apprennent l'existence de la ville de Séverac l'Église (la plus petite ville étape de cette année) et ancrent dans leur mémoire les noms mythiques du mont Ventoux, du Tourmalet, des Champs-Élysées. Les routes du Tour dessinent une géopolitique de la France qui associe terroirs, exploits sportifs, combats épiques, morts et accidents. On pourra rétorquer qu'il y a le dopage. Certes oui, comme dans tous les sports professionnels. Le dopage est au sport ce que la dette est aux politiques publiques : tout le monde s'en offusque, mais tout le monde en demande parce qu'on veut plus de spectacles et d'exploits. La question est de savoir pourquoi le Tour fut si attaqué pour le dopage et pourquoi d'autres sports, comme le football, sont épargnés par les attaques. Il y a là le rôle de la guerre économique, des passions politiques et des attaques de la désinformation. Le Tour, comme sport populaire, à l'instar de la corrida, des 24 Heures du Mans, de la course Monte-Carlo, ne répond pas à l'idéologie constructiviste socialisante, contrairement à ce qu'est devenu le football qui passe par-delà les nations et les cultures. C'est en 1998 que le Tour a commencé à

être attaqué pour le dopage, au moment même où l'on célébrait la coupe du monde de foot et la France black-blanc-beur. Le sport n'est jamais neutre, il renvoie à des idéologies, des luttes politiques, des intérêts stratégiques.

Sport populaire, sport de tous

Le Tour est réellement un sport populaire, parce qu'il est capable de réunir toutes les générations et toutes les catégories sociales. Les vrais amateurs de cyclisme sont minoritaires parmi ceux qui se déplacent pour voir passer le peloton ou qui s'installent devant la télé. On regarde le Tour pour la beauté des paysages, vignes, monuments historiques, villes, pour les combats épiques qui s'y mêlent. Ainsi se construit une mémoire collective qui est capable d'unir les générations. Eddy Merckx, Raymond Poulidor, Jacques Anquetil pour les plus anciens, Richard Virenque, Laurent Jalabert, Chris Froome pour les plus jeunes. Le Tour marque les paysages. Comment voir le Ventoux sans penser à la mort de Tom Simpson (1967) et à la victoire de Richard Virenque après 200 km d'échappé (2002) ? Comment ne pas repenser au col de Menté où le maillot jaune Luis Ocaña tombe dans le ravin suite à un orage de grêle et doit abandonner le Tour, laissant la victoire finale à Merckx (1971) ? Le Tour marque les routes de France et colore les paysages, laissant dans les mémoires des souvenirs d'étape. C'est la France des départementales et des routes secondaires, capables néanmoins d'attirer des dizaines de nationalités et de faire de cette course l'une des compétitions sportives les plus suivies au monde.

Le Tour doit beaucoup à ses journalistes. Jean-Paul Ollivier, qui suivit le Tour de 1964 à 2014 et en commenta de nombreuses étapes, rappelant l'historique des confrontations. La voix se mêlait à la science pour redonner corps et consistances aux routes parcourues.

Antoine Blondin, dans *L'Équipe*, fut un commentateur passionné du Tour pendant 27 éditions. Son verbe et sa plume lui permirent de mythifier les étapes et de grandir les coureurs, transformant les courses en combats épiques. C'était là l'art de la littérature mis au service du journalisme quotidien : les grands textes à porter de tous.

Les 24 heures oubliées

L'autre grande compétition française sont les 24 heures du Mans. Elles sont quasiment oubliées des médias alors qu'elles rassemblent près de 300 000 spectateurs chaque année et qu'elles sont diffusées sur tous les continents. Avec le rallye de Monte-Carlo et les 500 miles d'Indianapolis,

elles figurent parmi les courses mythiques du sport automobile. Véritable fête populaire jusque dans les années 1980, la course du Mans ne correspond plus aux standards normatifs de l'époque qui veut bannir la voiture, la graisse et la vitesse. On parlera plus de Paris Plage et des courses de rollers sur les quais de Seine. Cette manière d'occulter un événement sportif si important est aussi une façon de mettre de côté ce qui est vu comme trop populaire, alors même que les 24 heures du Mans réunissent toutes les catégories sociales, tous les Français, comme le Tour, comme la chasse, comme l'ensemble de ces sports qui s'ancrent et dans l'histoire et dans les paysages.

Les 24 Heures ont leurs films et leur BD. Comment ne pas les regarder sans penser à Michel Vaillant et aux exploits qu'il accomplit sur cette piste ? Avec la BD, ici aussi l'art se rend accessible à tous et ne se limite pas aux initiés.

L'art taurin

La corrida est un art qui suscite les tollés de ceux qui ne le comprennent pas. Un art qui ancre ce sport dans une zone géographique précise et qui en fait la structure culturelle d'une région. Le long de la Méditerranée, la culture taurine a donné des activités différentes.

En Provence, ce sont les courses camarguaises, où les raseteurs tentent de couper les cocardes attachées aux cornes du taureau. Près de 250 000 spectateurs assistent chaque année à ces courses, qui assurent l'activité économique de l'élevage taurin. Si on comptait une cinquantaine de manades (élevage de taureaux) dans les années 1970, ils sont 150 aujourd'hui. C'est toute la Camargue qui vit à travers ces courses, élevage de chevaux et de taureaux, entretien du delta du Rhône, aménagement de la biodiversité, qui concerne certes les espèces naturelles, mais aussi les traditions et les cultures humaines.

Au Pays Basque, dans le Languedoc, et aussi en Camargue ce sont les corridas qui sont à l'honneur. Là aussi, elles contribuent à façonner les paysages : élevages, arènes, fêtes de rue. Comme en Espagne, à Madrid, Valence et en Andalousie, où la corrida est pratiquée. Le fait que la corrida se retrouve dans la peinture, l'opéra, le cinéma, la littérature témoigne d'un ancrage culturel profond et d'un lien authentique entre ce sport et la culture des régions où elle est pratiquée. Un sport complexe où les picadors, les matadors, les banderilleros jouent chacun leur partie.

Évidemment, cet art est assez éloigné de l'idéologie vegan et du culte de la nature immuable promue par l'écologisme. Les attaques contre la corrida ne visent pas seulement une activité populaire qui unit l'ensemble des habitants des villes et des régions, elle cherche aussi à effacer la mort et la finitude de la vie. La corrida a ceci de commun avec la chasse que la finalité de

l'action est de tuer. Comme la chasse, la corrida respecte la nature et les animaux, puisqu'il faut élever les taureaux, les connaître, les respecter. En s'en prenant à la corrida et à la chasse, l'idéologie naturaliste tente d'effacer cet élément naturel de l'homme qui est la mort, vécue et affrontée. Effectivement, on tue, parce que la mort fait partie intégrante de la vie, et le fait de tuer suppose de connaître son adversaire, que ce soit un taureau, un lièvre ou une bartavelle. Il y a un rapport direct entre la tentation d'interdire les sports où la mort est présente et l'impossibilité de beaucoup de penser la guerre. Le sport, comme la guerre, affirme son attachement à une terre (son club, sa ville), est constitué d'une équipe, suppose un entraînement, un effort, il implique de connaître et de respecter l'adversaire et le sportif sait qu'il ne gagne pas toujours. On peut mourir sur le Tour, dans l'arène ou au Mans (82 morts lors de l'accident de 1955), même si c'est heureusement rare. Le sport était autrefois la guerre pacifiée ou la guerre préparée. Mieux valait affronter les Anglais au rugby plutôt qu'à Castillon-la-Bataille. Se préparer au sport c'était se préparer à la guerre, raison pour laquelle l'athlétisme reprend les pratiques courantes du guerrier grec (course, javelot, lutte...). Désormais que l'on refuse de penser la guerre et encore moins l'ennemi, le sport se mue en vaste réunion socioculturelle ludique.

Les mutations du sport

Ajoutons à cela la haine de ce qui est populaire, c'est-à-dire de ce qui rattache et unit tous les habitants d'un pays, et l'on comprend l'omerta sur les 24 heures du Mans ou le Monte-Carlo et les attaques contre le Tour et la corrida. Pourtant, quoi de mieux pour pratiquer réellement le vivre-ensemble que de se retrouver dans une arène, autour d'une piste ou sur les bords de la route ?

Le sport nouveau est a-historique et a-géographique. Les clubs de football sont gangrenés par l'argent (pire peut-être que le dopage) avec des investisseurs et des joueurs qui n'ont que peu de liens avec le club où ils évoluent. Les clubs de foot sont les véritables firmes transnationales apatrides, bien plus que les entreprises internationales. À un sport géopolitique, on tente de substituer une activité zonale. Dans les villes, les espaces de travail et les espaces récréatifs étaient bien matérialisés, ne serait-ce que pour des raisons pratiques. Désormais, on n'a plus peur d'empêcher les personnes de travailler pour y faire passer des hordes de cyclistes ou de rollers qui bloquent la circulation et l'activité. On imagine une épreuve de pentathlon consistant à courir au milieu des open-spaces des bureaux de La Défense. La mort est effacée, le sport est interdit, le ludique s'impose. Mais la vie étant effort, abnégation, lutte, défaites et victoires, le vrai sport ne pourra que revenir, dans sa beauté, ses paysages et ses mémoires.

